

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CEMEX GRANULATS

183 rue de la Cornaillère
CS 10065
45650 Saint-Jean-le-Blanc

Références : IC230633/RAPVI
Code AIOT : 0010002526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté Sablonnière - Bois des Places - La Folie 28150 Beauvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre d'une plainte déposé par l'exploitant des parcelles ZL 37 et 38.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- Sablonnière - Bois des Places - La Folie 28150 Beauvilliers
- Code AIOT : 0010002526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire qui a fait l'objet d'un procès verbal de recollement le 03/07/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plainte sur la remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Remblayage de la carrière | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 | Lettre de suite préfectorale | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage de la carrière

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière |
| Prescription contrôlée : I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. [...] |
| Constats : Le remblayage des carrières nuit à la qualité du sol ainsi qu'au bon écoulement des eaux. |
| Observations : Lors de l'inspection, il est constaté la présence de renoué du japon (espèces invasives) sur une surface d'environ 50 m2 sur les parcelles ZL37 et 38. Par ailleurs, il est constaté la présence de nombreuses pierres et morceaux de béton qui semblent venir des matériaux mis en place lors du remblaiement de la carrière. L'exploitant des parcelles ZL 37 et 38 a fait part de nombreux problèmes d'écoulement d'eau sur les dites parcelles en 2022 et 2023. Les parcelles ZL37 et 38 ont fait l'objet d'un procès verbal de recollement en date du 03/07/2020. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 60 jours |